

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

24 MARS 2011

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
106, rue Pierre Corneille
69419 - Lyon Cedex 03

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
Fax : 04 72 61 64 26
✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE

imposant des prescriptions spéciales
à la société STOWE WOODWARD FRANCE
12, rue Jean Jaurès à MEYZIEU

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-12 et R 512-52 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PRED) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 1976 réglementant l'ensemble des activités exploitées par la société STOWE WOODWARD France, pour son établissement de MEYZIEU 12, rue Jean Jaurès ;
- VU la déclaration en date du 8 septembre 2010 de la société STOWE WOODWARD France concernant l'évolution des activités exercées sur le site de MEYZIEU 12, rue Jean Jaurès ;
- VU le rapport en date du 3 janvier 2011 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 24 février 2011 ;

.../...

CONSIDERANT que la société STOWE WOODWARD France a été autorisée par arrêté préfectoral du 23 juin 1976 susvisé à exploiter des installations de fabrication de revêtement en caoutchouc pour pièces cylindriques, sur son site de MEYZIEU 12, rue Jean Jaurès, au titre des rubriques 94 et 98 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E), activités visées aujourd'hui par les rubriques n° 2330, 2661 et 2940 de ladite nomenclature ;

CONSIDERANT qu'à la suite d'un contrôle réalisé sur le site par les services d'inspection, le 18 mai 2010, et compte tenu des évolutions de la nomenclature des I.C.P.E, la société STOWE WOODWARD France a déclaré, le 8 septembre 2010, les nouvelles conditions d'exploitation de ses installations ;

CONSIDERANT que cette situation a entraîné la modification du classement du site, les activités relevant désormais du régime déclaratif, notamment en raison de la mise à l'arrêt définitif des activités de fabrication de mélanges à base de caoutchouc ;

CONSIDERANT que l'exploitant a également justifié, le 22 décembre 2010, de l'absence d'impact généré par ces activités, compte tenu d'une part, des conditions d'utilisation des produits et de la présence de rétentions et d'autre part, de l'état des sols ;

CONSIDERANT qu'il ressort de l'ensemble de ces éléments, qu'il convient de prendre acte de la cessation définitive partielle d'activité, déclarée par la société STOWE WOODWARD France, sur le site qu'elle exploite à MEYZIEU 12, rue Jean Jaurès et de modifier le tableau de ses activités ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-52 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1

Il est accusé réception du dossier en date du 8 septembre 2010, établi par la société STOWE WOODWARD France portant d'une part, sur la cessation définitive partielle de ses activités et d'autre part, sur les nouvelles conditions d'exploitation des installations sises 12, rue Jean Jaurès à MEYZIEU.

La société STOWE WOODWARD France est tenue de respecter les dispositions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2

La liste des installations classées énumérée dans l'arrêté préfectoral du 23 juin 1976 est remplacée par le tableau suivant :

Sésignation des activités	Volumes des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime
Emploi et et stockage de substances et préparations liquides toxiques	1,25 t	1131-2.c	D
Trituration, mélange et criblage de produits organiques naturels	248 kW	2260-2.b	D

ARTICLE 3

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 1131 « Emploi et stockage de substances et préparations toxiques » sont applicables à l'installation concernée.

ARTICLE 4

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique 2260 « Trituration, mélange et criblage de produits organiques naturels » sont applicables à l'installation concernée.

ARTICLE 5

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de MEYZIEU et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement, et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

ARTICLE 6

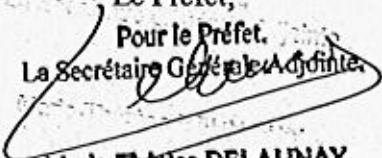
Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et d'un an pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 7

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MEYZIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article 5 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le 24 MARS 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale Adjointe,

Marie-Thérèse DELAUNAY

